Classes sociales et identité de classe à Bahia (Brésil)

Francisco de OLIVEIRA

Chercheur au CEBRAP, Centro Brasileiro de Análise e Planejamento

Traduction R. CABANES

RÉSUMÉ

Le processus d'industrialisation de la région métropolitaine de Salvador (Bahia—Brésil) dans les années cinquante à quatre-vingts constitue bien des classes, mais qui n'agissent ni ne se représentent en tant que telles au niveau politique. L'auteur en donne les raisons, historico-culturelles et actuelles : intervention massive de l'État dans l'économie, contrôle politique étroit du régime militaire. Sur cette base de pseudo-représentation, naît prématurément une société de masse, où la lutte des classes entre elles est remplacée par le conflit de répartition et la compétition pour l'accès à l'État.

Mots-clés: Industrialisation — Nationalisme — Classes — Ghettos — Reproduction — Représentation — Identité — Non-identité — Société de masse.

ABSTRACT

Social classes and class identity in Bahia (Brazil)

The industrialization process of the metropolitan region of Salvador (Bahia—Brazil) in the years of the 50's to the 80's has certainly established classes, but they neither act nor see themselves as such on a political level. The author gives the historico-cultural and present-day reasons for this: massive state intervention into the economy, tight political control of the military regime. Upon this foundation of pseudo-representation, the premature birth of a mass society takes place, in which the inter-class struggle is replaced by the conflict of distribution and competition for access to the state.

KEY WORDS: Industrialization — Nationalism — Classes — Ghettoes — Reproduction — Representation — Identity — Non identity — Mass society.

Le processus d'industrialisation à partir des années cinquante

La mise en place de la PETROBRAS

A partir de 1930, le processus d'industrialisation au Brésil se réalise à partir de São Paulo. Du point de vue des rapports inter-régionaux, le premier effet est destructif : la centralisation institutionnelle/fiscale au niveau du gouvernement

central renverse les barrières régionales des régions de Bahia et du Nord-Est, qui avaient servi auparavant de mécanisme de défense et en même temps de repli sur elles-mêmes, et désormais va assurer effectivement la supériorité virtuelle des marchandises produites dans le Centre-Sud. Ces mêmes régions fonctionnent maintenant comme réservoir de main-d'œuvre, entraînant des migrations internes qui substituent l'immigration étrangère vers le Centre-Sud. Les États cessent de légiférer sur le commerce interne et extérieur, et au niveau politique même, les gouverneurs deviennent des «appendices» du pouvoir central. Il s'agit, somme toute, de la création d'un «marché national», tout particulièrement du point de vue de la circulation des marchandises et, ensuite, de la production.

Le processus d'industrialisation du Centre-Sud (le triangle Rio-São Paulo-Minas Gerais) révèle un défaut fondamental dans la base de l'infrastructure technique : le pétrole manque à la matrice énergétique du Brésil. Depuis les années trente, plusieurs tentatives de recherche et d'exploitation échouent, soit par l'opposition des pays capitalistes plus avancés, soit par la convergence d'intérêts des oligarchies dominantes au Brésil (y compris celles des cultures d'exportation, comme le café et le cacao), avec les mêmes forces internationales; ce qui donnait lieu à une politique de change libérale : le cruzeiro (qui était dans le temps le mil-réis) maintiendra la parité fixe par rapport au dollar et à la livre sterling, des années trente jusqu'à 1953. Donc, pas de problèmes de capitaux et d'épargne interne, mais il est vrai que les nouvelles bourgeoisies industrielles du Centre-Sud manquaient d'instruments financiers à même de collecter l'épargne des autres classes sociales. En outre, le manque de connaissance technique appropriée à la maîtrise d'une industrie aussi sophistiquée que l'industrie pétrolière leur fait terriblement défaut.

Dans le flot du mouvement nationaliste des années cinquante, l'État brésilien va prendre à sa charge la tâche de fournir du pétrole à l'industrie qui se développe de manière significative, cela après que ses offres réitérées aient été rejetées par le capital international. Cette «socialisation» de l'épargne nationale est en ellemême une forme d'imposition de l'hégémonie des nouvelles bourgeoisies industrielles du Centre-Sud; en même temps, elle détermine la forme dominante que prendra la lutte des classes au Brésil (L. MARTINS, 1976). La PETROBRAS choisit le bassin sédimentaire du Recôncavo Baiano pour commencer la recherche systématique et par la suite la prospection du pétrole. Au milieu des années cinquante, elle exploite déjà le pétrole et installe une modeste raffinerie dans la municipalité de Mataripe. Trois décennies durant, le Recôncavo sera l'unique producteur national de pétrole, réussissant à fournir le quart des besoins

nationaux.

Tout d'un coup, une activité économique totalement étrangère à la matrice technique et sociale de l'économie bahianaise s'installe dans le Recôncavo. La masse des investissements de la PETROBRAS ne trouve pas de parallèle dans l'histoire économique de l'Etat : entre 1955 et 1959, la somme de ces investissements est l'équivalent de 8,1 % à 66,9 % du revenu industriel de l'État de Bahia. La masse des salaires versés par la PETROBRAS dans l'économie bahianaise ira croissant aux taux annuel de 18 % entre 1958 et 1969; dans la même période elle s'élève de 7,6 % à 38,7 % du montant du revenu industriel interne de l'Etat, atteignant le niveau de presque 50 % en 1967. Toute cette masse monétaire d'investissements et de salaires, concentrée dans un espace réduit, transforme radicalement l'économie bahianaise. Cette dynamique concentrera le revenu à Salvador comme en aucune autre partie du Brésil (J. S. Gabrielli de Azevedo, 1975).

En ce qui concerne les *inputs* demandés par les activités de la PETROBRAS. les liaisons qui s'établissent donnent lieu à une forte dynamique dans les industries du bâtiment et des travaux publics.

Du côté des outputs, les liaisons sont faibles. Le ravitaillement plus régulier des dérivés du pétrole, y compris à prix réduit en constitue presque la totalité. Ce n'est qu'à partir des années soixante-dix, quand un florissant parc pétrochimique commence à être structuré à Camaçari, autour d'une centrale de la PETROBRAS qui fournit les *inputs* de base, que l'articulation avec les autres branches de l'industrie se fera. Il convient de remarquer, pour terminer, que les recettes de l'État de Bahia accusent un progrès sensible, soit par les *royalties* que l'entreprise verse à l'État, soit par la fiscalité appliquée aux dépenses de la PETROBRAS : investissements, frais, salaires.

L'industrialisation sous l'égide de la SUDENE : complémentarité et intégration à l'échelle nationale

C'est dans la décennie soixante que s'initie la phase d'industrialisation du Nord-Est, comprenant l'État de Bahia, sous l'égide des stimulants fiscaux de la Superintendência de Desenvolvimento do Nordeste (SUDENE), celle-ci étant dans sa première phase un quasi-ministère de développement régional. Ce vaste mouvement inverse la situation antérieure : d'exportateur de capitaux, le Nord-Est devient importateur. Tirant profit de la déduction de l'impôt sur le revenu, les capitaux du Centre-Sud et les capitaux internationaux affluent vers cette région. Il s'agit, en toute rigueur, d'un transfert de ressources publiques vers les entreprises privées, qui à la limite peut atteindre 75 % de l'investissement total (crédits bancaires d'investissement des banques officielles y compris). Entre 1960 et 1968, l'indice des capitaux investis dans l'industrie, selon les projets approuvés par la SUDENE, passe de 100 à 559, atteignant même le niveau de 800 (en valeur réelle en 1968). Par rapport à la Valeur de la Transformation Industrielle (VTI) du Nord-Est, le capital industriel investi passe de 8,1 % en 1959 à 31,5 % en 1968. et ce coefficient de capitalisation fort élevé ne peut être expliqué que par l'importation de capitaux extérieurs à la région, par le moyen de dégrèvements fiscaux (R. MOREIRA, 1979).

La forme de financement de ce transfert de capitaux favorise par définition les plus grands groupes : celui qui a une plus grande masse de profit soumise aux impôts pourra en soustraire davantage. Jusqu'en 1970, les entreprises à capital égal ou supérieur à 20 millions de cruzeiros de l'époque constitueront 13 % du nombre des entreprises et 69 % des investissements totaux approuvés par la SUDENE (R. MOREIRA, 1979).

Ce processus transforme radicalement et rapidement, la structure industrielle du Nord-Est. Si en 1959 les industries traditionnelles étaient responsables pour 70 % de la Valeur de la Transformation Industrielle et pour 77,6 % de l'emploi, dans la période 1960-1970 elles ne représentent que 30 % du capital investi et 46 % des emplois; par contre, les industries dites dynamiques qui en 1959, participaient à 30 % de la VTI et 22,4 % des emplois, se retrouvent les années suivantes avec 70 % du capital investi et 54,4 % des nouveaux emplois.

Cette industrialisation ressemble à celle du Centre-Sud. Avec des avantages supplémentaires : la subvention fournie au capital donne lieu à un investissement du type «capital intensive» dans une région déjà caractérisée par une surpopulation relative et l'amplifie de telle manière que toute la population valide se transforme en réalité, en «population pour le capital» (F. de OLIVEIRA, 1981 a). La particularité du financement de ce transfert massif de capitaux transforme l'industrialisation du Nord-Est en une «manne» du désert — le Nord-Est n'est-il pas une région semi-aride?

Une étude de l'International Bank for Reconstruction and Development, de 1973, citée par R. MOREIRA (1973) signalait à l'époque que, tandis que les industries du Centre-Sud accusaient un taux de rentabilité de 14%, celles installées au Nord-Est sous les auspices des dégrèvements fiscaux avaient un taux de rentabilité de 46,8% sur leurs fonds propres (compte tenu du fait que les fonds propres des industries du Nord-Est correspondaient seulement à 1/3 du total des investissements, alors qu'ils représentaient 50% pour celles du Centre-Sud); une

protection effective (relation entre subventions et VTI) de 15 % et une protection nominale (relation entre subventions et ventes) de 6,2 %. Pour une VTI correspondant à 500 cruzeiros de l'époque, les industries du Centre-Sud destinaient 20 % à l'amortissement, versaient 15 % d'impôts sur les ventes, 10 % d'intérêts, 35 % de salaires et obtenaient un profit brut de 20 %, dont 30 % d'impôts sur le revenu et 70 % de profit net; pour les industries bénéficiaires du Nord-Est, les mêmes indicateurs signalaient 7 % d'impôts sur les ventes, 4 % d'intérêts, 35 % de salaires, un profit brut de 34 % dont 15 % d'impôts sur le revenu, obtenant un profit net de 85 %.

L'État de Bahia sera le principal bénéficiaire absorbant, de 1960 à 1970, 41,3 % des investissements, et 25,6 % des nouveaux emplois au Nord-Est, juste avant l'État de Pernambuco. Ce coefficient d'investissement extrêmement élevé par emploi, si on le compare à celui du Brésil entier, s'explique par la politique du stimulant fiscal, qui réduit presque à zéro le coût de l'opportunité d'investisse-

ment.

L'État construit le Centre Industriel de Aratu, un immense foyer industriel dans les alentours de Salvador où toutes les facilités sont accordées : des terrains vendus à un prix symbolique, une infrastructure complète d'eau (alors que Salvador souffrait d'un manque d'eau immémorial), d'égouts et de déchets industriels, une abondante provision d'énergie électrique, un système routier interne et externe, un port propre hors du contrôle du port de Salvador. En premier lieu, la PETROBRAS. Dans les années soixante-dix le deuxième pôle de l'industrie pétrochimique au Brésil s'installe à Camaçari, autour d'une centrale de la PETROBRAS. Une usine sidérurgique de moyenne portée, à technologie avancée, fonctionne depuis les années soixante-dix, initiative conjointe de la SUDENE, de la PETROBRAS, de la Vale do Rio Doce (la grande productrice étatique de minéraux de fer) et de la Sidérurgie Nationale (la plus grande usine sidérurgique du Brésil, étatique aussi). Tout un tissu industriel gravitant autour de la pétrochimie et de la sidérurgie prend forme. Salvador et le *Recôncavo* en tirent un avantage particulier du fait que dans «l'aire de la SUDENE» ils sont les points les plus proches du Centre-Sud.

La structure industrielle qui surgit au *Recôncavo* et à Salvador produit les biens intermédiaires, par opposition à Recife, l'autre métropole du Nord-Est, où sont structurées les branches de biens de consommation durables et non durables. C'est un modèle de complémentarité avec la structure industrielle du Centre-Sud, et de cette manière, l'intégration de Bahia à l'économie nationale s'effectuera de

manière plus complète et plus rapide.

Emploi, force de travail et marché du travail

Le processus décrit ci-dessus, en ce qui concerne Bahia, est concentré dans la capitale de l'État et dans sa zone directe d'influence, le *Recôncavo*, qui constitue l'Aire Métropolitaine de Salvador : en 1959 la VTI de l'AMS était de 40,7 % par rapport au total de l'État, en 1965, 68,2 %. (Une fois déclenchées, les caractéristiques du processus industriel laissent supposer que la VTI s'est

concentrée encore davantage.) (P. SINGER, 1976).

Entre 1940 et 1970, la structure de l'emploi dans la RMS se transforme radicalement. L'aire métropolitaine subit une déruralisation complète: de 23,6 % de la population économiquement active en 1940 elle descend à 5,7 % en 1970; l'emploi industriel augmente de 16,5 % à 26,1 % pour la même période, alors que dans le vaste secteur tertiaire, la croissance aussi est accentuée: de 59,9 % en 1940 à 68,2 % en 1970. Les taux de croissance de l'emploi pour la même période sont de — 0,96 % par an pour l'agriculture, de 5,4 % dans le secondaire et de 4,3 % dans le tertiaire; l'ensemble des activités d'implantation urbaine — le secondaire et le tertiaire — augmente de 4,6 % par an et tous les taux signalés, sauf celui qui se rapporte à l'agriculture, sont supérieurs à la

croissance naturelle de la population et à la croissance de la population

économiquement active qui est de 3,9 % par an (W. FARIA, 1976).

En termes absolus, on enregistre la création de 76 000 nouveaux emplois industriels, de 180000 nouveaux emplois dans le tertiaire, soit un total de nouveaux emplois urbains de 256 000. Une particularité intéressante est centrée dans la relation tertiaire-secondaire, du point de vue de la création d'emplois : tout emploi industriel dans la région métropolitaine de Salvador donnait lieu à 3,6 emplois dans le tertiaire en 1940 et à 2,6 emplois en 1970, ces coefficients étant bien supérieurs à ceux de l'ensemble du Brésil. La poursuite du processus d'industrialisation libère des quantités croissantes de force de travail pouvant

être, ou non, employées, selon le cycle du processus d'accumulation.

Cette «libération» de la force de travail ne se définit pas seulement par l'existence de bras à employer, mais par le fait que cette force de travail est irréversiblement séparée des moyens de production. Il en découle que sa reproduction se fera par la voie du marché, c'est-à-dire, à travers l'achat des moyens de subsistance produits de manière capitaliste. Cependant les formes de cet achat sont complexes, et dépendent d'une part du rythme d'accumulation du capital, d'autre part de la manière dont cette accumulation crée une surpopulation relative. Un élément important, au centre de la problématique de ce travail, est la question de la représentation : la représentation constitue-t-elle ou non un élément essentiel dans la reproduction des classes sociales? A ce sujet avançons dès maintenant que l'énorme contingent de surpopulation relative crée non seulement des formes de reproduction non immédiatement capitaliste, mais aussi que les relations des classes entre elles, et avec l'État, vont déterminer une reproduction qui semble se faire à l'intérieur de la famille ouvrière : le travail domestique d'une part, les stratégies de survie d'autre part, ainsi que tout un ensemble de production de services et de biens non-marchands de et pour les classes et les groupes de classe plus démunis.

Cependant, il est possible de relever, par d'autres indicateurs, la formation et le développement de la force de travail. En premier lieu, la déruralisation de l'économie dans la RMS: la chute de l'agriculture dans la formation du revenu et des emplois signifie la séparation entre producteurs et moyens de production et la constitution d'une force de travail pour le capital. En second lieu, l'industrialisation crée des emplois, mais en nombre toujours légèrement inférieur au taux de croissance de la population, contingent migratoire y compris : entre 1960-1970, 53 % de la croissance de Salvador sont dus à l'immigration; entre 1970-1975, ce coefficient tombe à 48 % sans que cela signifie pour autant une diminution de la force de travail, mais seulement que la reproduction socio-biologique de ceux qui «sont déjà à Salvador» commence à fournir la part la plus importante de cette croissance (G. de Souza, 1980). Troisièmement, l'augmentation de la population économiquement active est plus élevée que la croissance naturelle de la population : 3,9 % entre 1950 et 1970. Quatrièmement, l'espérance de vie à la naissance augmente: 62,12 % pour le sexe masculin, 65,85 % pour le sexe féminin, entre 1970 et 1975; 64,63 % pour le sexe masculin, 68,48 % pour le sexe féminin entre 1975 et 1980 (projection à partir des tableaux d'espérance de vie) (P. SINGER, 1976). Ceci signifie un élargissement de la population économiquement active et une augmentation de la force de travail «disponible» (ce qui ne signifie pas pour autant qu'elle sera utilisée). En cinquième lieu, élément important, c'est la croissance du travail des femmes en ville : des études réalisées par Élisabeth Jelin (1980) pour la ville de Salvador en 1971 montrent que pour l'ensemble des femmes résidant dans les domiciles étudiés, 36,7 % avaient un emploi, alors que 63,3 % n'en avaient pas; ce qui, en outre, représente un énorme contingent de réserve.

Tout le processus décrit jusqu'ici est loin d'avoir créé un marché de travail homogène. Au contraire, on observe un marché extrêmement diversifié, fragmenté, hiérarchisé où les clivages s'établissent à partir du niveau du salaire minimum, à partir du travail des femmes, de l'âge d'entrée et de sortie de la force de travail et, comme détermination moins importante, à partir des qualifications. Les notions et les concepts d'offre et de demande, à la manière néo-classique et marginaliste, ne fonctionnent pas. En premier lieu, parce qu'il n'y a pas d'offre d'emploi possible, étant donné la croissance formidable de la force de travail, qui puisse être mise en rapport avec une demande, réelle ou potentielle. En d'autres termes, le marché de travail est un marché d'offre quel que soit le niveau des salaires, quelles que soient les déterminations propres à l'offre elle-même : qualifications, âge, sexe, etc. Il n'est donc pas étonnant que dans cette « mêlée », le prolétariat, ou d'autres secteurs des classes travailleuses, ne parvienne pas à s'organiser et imposer certains niveaux de salaires ou l'amélioration des conditions concrètes d'emploi.

Analysant les relations entre emploi et revenu monétaire, Paul SINGER en arrive à la conclusion qu'«à Salvador le salaire minimum constitue un seuil qui permet aux entreprises capitalistes de mobiliser très facilement la force de travail qui se trouve 'en réserve' dans la Production Simple de Marchandises et dans la Production Domestique» (P. SINGER, 1980), puisque, outre les chômeurs, il y avait à Salvador pour l'année analysée, 23,6 % des hommes (employés ou «autonomes») et 56,7 % des femmes en dessous du salaire minimum. C'est là la détermination décisive dans la constitution du marché du travail. Une seconde détermination a trait au travail des femmes : on a vu que la différence de sexes est un facteur important de différenciation du marché du travail. En d'autres termes : si toute l'armée industrielle de réserve masculine était aspirée par une immense (et impensable) offre d'emplois, la réserve constituée par les femmes assurerait une mobilisation de la force de travail pour la production capitaliste sur la simple base du salaire minimum. Les différences basées sur le sexe ne cessent de confirmer ce clivage : selon une enquête de terrain effectuée en 1971, 34 % des hommes étaient employés dans le secondaire, y compris l'industrie manufacturière proprement dite, contre 9 % de femmes seulement; 59 % des hommes ont un emploi dans le tertiaire, contre 29 % de femmes. Par contre, dans ce que SINGER appelle la « Production Domestique », 61,4 % des femmes ont une activité, contre 5,3 % d'hommes ; parmi ces dernières, 53,4 % étaient « maîtresses de maison» et 8 % femmes de ménage rémunérées (P. SINGER, 1980).

Les déterminations dues à l'âge ne sont pas moins importantes dans la différenciation du marché de travail. En général l'abondance de la force de travail provoque des licenciements précoces et cette précocité s'accentue dans le cas des femmes. Jelin signalait déjà que de la tranche d'âge 18-24 ans à celle de 55 ans et plus, le pourcentage des femmes qui travaillent chute de 40,4 % à 17,5 % (E. Jelin, 1980). Examinant conjointement hommes et femmes, Prandi (in G. de Souza et W. Faria, 1980) observe qu'à 15 ans, 82,7 % sont salariés, et à 50 ans 55,4 % seulement. Les autres emplois suivent un sens inverse : à 15 ans, il y a 6,4 % de «travailleurs indépendants réguliers»; ils sont 23 % à 50 ans; les «travailleurs indépendants irréguliers» forment 10,9 % de cette catégorie à 15 ans et 21,5 % à 50 ans. Autrement dit, la force de travail parcourt un chemin qui commence par le salariat; ensuite, la concurrence des plus jeunes les expulse vers les occupations de «travailleurs indépendants» ou «autonomes».

Il convient d'attirer l'attention sur cette dernière détermination du marché de travail, qui n'exprime pas seulement une différenciation à l'intérieur du marché de travail, mais une forme de la division sociale du travail déterminée par le secteur capitaliste de l'économie, qui utilise les formes autonomes (travailleurs indépendants, travail domestique ou production simple de marchandises, comme les appelle SINGER), soit comme supports du secteur capitaliste, produisant des valeurs d'usage, ou des marchandises simples, soit comme armée de réserve pouvant être utilisée dans l'active, selon les nécessités du cycle d'accumulation. Néanmoins la vérité c'est que dans les conditions concrètes de l'économie brésilienne, et plus particulièrement dans la spécificité de l'intégration de Bahia et

de Salvador au processus d'expansion du capitalisme oligopolistique, cet «âge d'or» n'arrivera jamais : le plein emploi keynésien a bien des chances d'être le mirage des plages dorées de *Bahia de tous les pauvres* où le seul péché est d'être travailleur...

Le profil de la distribution des revenus

L'impact des activités de la PETROBRAS — étant donné son caractère de quasi-enclave — et de l'industrialisation «sudenienne», dans l'espace restreint de Salvador et de sa région métropolitaine s'accompagne nécessairement d'une forte concentration des revenus. Des études réalisées sur la distribution du revenu familial à Salvador prenant comme références les années 1962 et 1971, le démontrent facilement : en 1962, la tranche du revenu le plus bas, entre 0 et 1 salaire minimum, possédait 7 % du revenu total; en 1971 : 16,1 %. La tranche de revenu la plus haute passe de 0,7 % du revenu total à 3,8 %, de 1962 à 1971. Les tranches de revenu moyen ne bénéficient pas de cette polarisation, au contraire : en 1962 les tranches de revenu atteignant les deux salaires minima (considéré à l'époque un niveau moyen élevé) détenaient 24,3 % du revenu mensuel familial total; elles tombent à 12,8 % en 1971 (P. SINGER, 1976). Les études citées ici arrivent à la conclusion que la croissance du revenu moyen familial à Salvador est incontestable et qu'il est exclusivement dû à l'augmentation du revenu dans les groupes de familles les plus riches : en soustrayant celui-ci de l'ensemble de la partie étudiée, on arrive à la conclusion surprenante que le revenu moyen mensuel réel a baissé de 5,8 % entre 1962 et 1971. En 1962 le revenu familial mensuel du groupe le plus riche était 40 fois plus élevé que celui du groupe le plus pauvre; en 1971 ce coefficient est de 59. A ce même moment, SINGER (in G. de Souza et W. Faria, 1980) signalait que deux tiers de la force de travail employée n'étaient pas directement liés au secteur capitaliste de l'économie urbaine de Salvador; il est cependant évident que ces formes d'occupation sont créées par l'impact dudit secteur capitaliste, en un complexe d'articulations bien propre au développement de l'industrialisation au Brésil (F. de OLIVEIRA, 1981 b).

Lé facteur le plus déterminant dans le profil du revenu et de sa distribution est, sans ombre de doute, la pression de cette vaste armée de réserve sur l'offre d'emploi. L'absence d'un contre-pouvoir syndical se heurte «algébriquement » à cette pression. Mais il convient de ne pas sous-estimer l'influence que la structure oligopolistique exerce à l'intérieur des grandes organisations bureaucratiques publiques et privées, dans la détermination des salaires des «couches plus élevées » : la PETROBRAS, par exemple, pratique une politique de salaires élevés, tant en ce qui concerne les ouvriers proprement dits, qu'au niveau du personnel administratif; de même pour les cadres et le personnel technique et commercial des grandes entreprises en provenance du Centre-Sud et de l'extérieur. De même encore dans les institutions comme l'Université, les salaires ne sont pas déterminés par l'offre et la demande, mais par la centralisation étatique élevée en cours au Brésil, et revêtent la forme de salaires concertés de manière corporatiste; ce corporatisme n'étant pas le produit d'une pression de la base des travailleurs, mais le résultat de l'unification, à l'échelle nationale, de la production de certains biens et services par les entreprises et institutions de

caractère national, publiques et privées.

La structure de la distribution du revenu étudiée ici ne fait pas le tour de la question parce qu'elle se limite au revenu personnel et familial, en laissant de côté les profits du capital. Comme on l'a dit ci-dessus, les taux énormes de profit et de rentabilité qui sont la marque de l'industrialisation du Nord-Est révéleraient sans doute une concentration du revenu bien plus élevée. En fait, cette concentration se manifeste sans doute plus au niveau du pouvoir et de la politique, par la «dérégionalisation» de l'économie de Bahia — en toute rigueur on ne peut plus

parler d'«économie de Bahia» — et son intégration dans l'économie nationale. Sans aucun doute les résultats signalés découlent dans l'immédiat, du processus d'industrialisation post-PETROBRAS et SUDENE, mais il n'y a pas eu dissolution des formes de production précapitalistes. Qui plus est, le mouvement de concentration et de centralisation des capitaux se greffe sur les anciennes relations sociales à Bahia pour en augmenter les inégalités. Dans ce développement qui prend comme donnée l'ancienne structure sociale, un rôle déterminant est joué par la propre désorganisation et le manque d'identité des travailleurs. Cet héritage de la période précédant l'industrialisation a largement été entretenu par le caractère répressif du système politique joint au processus d'accumulation extrêmement violent qui accompagne le coup d'état militaire de 1964.

Classes et représentation des classes

PETROBRAS, nationalisme et ouvriers du pétrole : la face déguisée du conflit

Du point de vue de la structure sociale, les activités de la PETROBRAS créent de nouveaux groupes sociaux, originaux par rapport à la structure préexistante à Salvador, mais en nombre restreint : un groupe social d'ouvriers, telle
un goutte d'eau dans l'immense océan du chômage; aussi un groupe ouvrier
«isolé», à côté de ses autres «frères de classe» encore employés dans des
industries techniquement arriérées. Et un autre groupe social, celui des employés
et cadres du privé ou du public, avec des salaires très diversifiés, également isolé :
ceux qui perçoivent les plus hauts salaires s'apparentent par leurs revenus, aux
groupes oligarchiques locaux. Ce facteur pèsera lourdement au niveau social et

politique.

Une des causes évoquées par ceux qui ont étudié l'émergence de la nouvelle classe ouvrière au Brésil, après l'industrialisation des années cinquante, pour expliquer l'absence d'une «conscience de classe», a trait au dit phénomène de l'«aristocratie ouvrière» (L. M. Rodrigues, 1970; Fr. C. Weffort, 1973; Heloisa T. de Souza Martins, 1979). On entend par cette expression le fait que le salaire d'un ouvrier des industries modernes aurait isolé ces nouveaux groupes de la grande masse des salariés et des chômeurs. L'argument n'est pas convaincant, si l'on prend en compte l'infime différence qui séparait le salaire d'un ouvrier de la moyenne de ceux de sa classe. A l'égard des ouvriers du pétrole l'expression paraît néanmoins convaincante : en 1960 alors que 64,1 % des «travailleurs du pétrole et du gaz naturel» se situaient dans la couche de revenu mensuel modal de 6001 à 10000 cruzeiros de l'époque, ce même groupe ne représentait que 0,9 % pour l'ensemble des personnes de 10 ans et plus, occupées dans l'État de Bahia. En 1970, dans le revenu mensuel modal de 501 à 1000 cruzeiros en valeurs courantes, se situaient 48 % des «travailleurs du pétrole et du gaz naturel»; ce même groupe ne représentait que 1 % des personnes de 10 ans et plus occupées dans l'État. Il convient de remarquer que même à l'intérieur de cette catégorie le phénomène de la baisse du salaire est révélateur : le groupe de revenu mensuel modal en 1970 est inférieur à celui de 1960 (en cruzeiros constants); ce même phénomène est valable pour l'ensemble de l'État de Bahia-(FIBGE, 1960 et 1970).

La projection de cette situation d'insertion dans la division sociale du travail au niveau des représentations de classe sera influencée, dans une large mesure, par ces facteurs-là : un petit nombre d'ouvriers et aussi un petit nombre de non-ouvriers dans l'industrie du pétrole et une différenciation salariale accentuée à l'intérieur de ce qu'on pourrait appeler la «classe ouvrière» de Bahia. Un isolement quantitatif et qualitatif. Cet ensemble de détermination d'ordre matériel sera néanmoins «surdéterminé» (1) par la condition d'ouvrier ou

travailleur de la PETROBRAS.

Dans les décennies cinquante/soixante, le discours « nationaliste » au Brésil couvre et masque les rapports de classe, y compris dans le sens plus restreint des rapports entre la bourgeoisie industrielle et le nouveau prolétariat. C'est la période du populisme, où la « nation » se substitue aux classes, à leurs antagonismes, à leurs intérêts différenciés. Le rôle du syndicat officiel, sous la tutelle du Ministère du Travail, articule ce processus. Malgré tout, la forme de l'idéologie nationaliste n'est pas suffisante pour masquer la nature des conflits, ni, en dissimuler complètement la représentation. Il est vrai que le discours nationaliste faisait néanmoins la distinction entre « bourgeoisie nationale », porteuse d'un projet de « nation » et l'impérialisme, porteur d'un projet de subordination de la « nation » à une ou d'autres nations.

En ce qui concerne la représentation de ce nouveau groupe social à Bahia la question se pose de manière plus complexe, plus diffuse, plus déguisée. En premier lieu, le jeu corporatiste entre l'entreprise et ses travailleurs. A l'intérieur d'une grande entreprise étatique, dans la période dite populiste, le salaire direct nominal est seulement une part du salaire total : l'entreprise étatique, quelle qu'elle soit, met en pratique une sorte de Welfare State pour ses employés dans le domaine de la santé, des loisirs, de la culture. Ceci en sus de la Sécurité sociale publique. Tous les droits assurés par la législation du travail, rarement appliqués par les entreprises privées, sont observés au pied de la lettre par les entreprises étatiques : mesures de salubrité, indemnités pour les heures de travail nocturne, restaurants subventionnés. Et plus : assistance médicale spéciale, financements pour l'achat de logements, coopératives de consommation, régimes spéciaux de vacances et de loisirs.

Le rôle du nationalisme révèle son efficacité: les travailleurs ne sentiront jamais l'entreprise comme un «ennemi». Pendant toute la durée du régime populiste, les travailleurs des entreprises étatiques, et surtout ceux de la PETROBRAS, ne feront jamais de grèves «contre l'entreprise»: quand ils faisaient grève, c'était pour «défendre les conquêtes nationales», voire même la PETROBRAS, contre l'impérialisme. Leurs grèves seront surtout de «caractère politique»: soutien au régime populiste, contre le Fonds Monétaire International, soutien à d'autres catégories de travailleurs. Il est vrai cependant que, lorsqu'il s'agit d'obtenir de l'entreprise de meilleurs revenus ou des avantages additionnels, le recours à la grève est dissimulé: ce n'est pas l'entreprise qui est directement visée. La relation entre l'avant-garde syndicale ancrée sur les entreprises étatiques et le jeu politique du régime populiste au Brésil a déjà été soulignée par les études sur le syndicalisme au Brésil dans la période pré-1964.

La représentation des nouveaux groupes sociaux nés des activités de la PETROBRAS sera, en toute rigueur, une «non-représentation de classe». En premier lieu, au plan syndical, le syndicat des travailleurs de l'industrie du pétrole est singulier: il s'agit pratiquement d'un syndicat d'entreprise, chose rare au Brésil, où le système syndical est érigé sur une base catégorielle : métallurgistes, ouvriers du textile, etc. En second lieu, il ne se représente pas «contre l'entreprise», mais en sa faveur, pour ses objectifs. Il n'y a pas un patron, un bourgeois, même collectif, contre qui se reconnaître et être reconnu. Troisièmement, le syndicat «représente l'entreprise» plus que ses travailleurs; il est pris dans la relation de corporatisme et de cooptation déjà signalée. Pendant le régime populiste, les travailleurs de la PETROBRAS, dont la plupart sont ceux du Recôncavo et de Salvador, éliront un membre de la direction nationale de l'entreprise. Le coup d'État de 1964 entraîne une forte répression des syndicats et mettra à nu cette politique de collaboration, de cooptation et de corporatisme : sans la complaisance des directions, l'implantation du syndicat dans l'entreprise se révélera fragile, et il sera incapable de résister aux coups durs portés par la droite : licenciements, suppression des avantages acquis, perte de la stabilité de

Du point de vue de la représentation des nouveaux groupes sociaux créés par

la PETROBRAS au niveau politique, les effets sont également dissimulateurs. Être ouvrier, employé ou cadre de l'entreprise étatique passe à être l'aspiration majeure à Bahia. Depuis ceux qui migrent de la campagne vers la ville, en passant par ceux qui possèdent déjà une spécialisation, jusqu'aux universitaires qui ont vu dans l'entreprise étatique la possibilité de fuir le destin des «bacheliers-avocats aux titres multiples» (Jorge AMADO) mais sans emploi. C'est un effet de séduction.

Les rapports avec les classes sociales dominantes, avec l'oligarchie mercantile et financière, sont privilégiés : celles-ci profiteront de l'énorme masse de salaires et des autres dépenses de l'entreprise, pour se réanimer. Les banques centenaires de Bahia reprennent une vigueur rare à une époque où, dans le reste du Nord-Est, les dernières banques locales agonisent, pressées par le puissant processus de centralisation du capital à l'échelle nationale. On ne trouve jamais, dans la grande presse de Bahia, de référence «négative» à l'entreprise. On se plaint seulement que la PETROBRAS, du fait de sa direction nationale (l'impérialisme de São Paulo) ne paye pas de royalties plus élevés comme il serait de «droit», puisque Bahia «nourrit» le processus d'enrichissement du Centre-Sud.

Au niveau de la représentation politique, le syndicat fonctionnera comme « courroie de transmission » entre l'ensemble des employés et le système politique de représentation institutionnelle. Des députés de l'État et des députés fédéraux, sortis du syndicat des travailleurs du pétrole siégeront parmi les groupes politiques dits «progressistes» ou «nationalistes». Mais cette représentation politique était-elle une représentation de classe? Seulement au niveau des votes recueillis chez les travailleurs, auxquels s'associent d'autres groupes sociaux qui se reconnaissent dans le projet nationaliste de la PETROBRAS. La représentation politique fonctionne en faveur du projet nationaliste dont l'entreprise de pétrole était l'expression majeure. Jamais on n'a entendu de ces représentants, elus par la base de la PETROBRAS, une seule critique de l'entreprise du point de vue de ses rapports avec les ouvriers. A la limite, la seule position critique sera d'exiger plus d'investissements et de dépenses.

Comment donc penser la question de la représentation, de la reconnaissance réciproque des classes entre elles, ou de la production de classe pour les autres classes, dans le contexte d'une intervention de l'État dans l'économie? Si, du point de vue dialectique, le chemin qui va de la marchandise « force de travail » à la soumission réelle et formelle au capital est parcouru, l'intervention étatique en ce moment de la conjecture politique au Brésil, obscurcit la question de l'identité: en présence d'une «égalité formelle» — classe ouvrière-État —, la forme du politique s'insinue comme une non-identité (2). Au-delà du fétichisme de la marchandise, le problème est celui du fétichisme de l'État, dont le statut théorique requiert une démarche de la même envergure que celle entreprise par Marx par rapport à la marchandise, à l'argent et au capital. En outre, la question du fétichisme de l'Etat n'est pas seulement relative à Bahia ou au Brésil, mais elle se trouve au centre même de la crise des systèmes représentatifs des démocraties occidentales (3).

Industrialisation et nouvelle classe ouvrière : turn-over, salaires et syndicalisation

Les conditions sociales d'existence d'un prolétariat à Salvador sont déterminées, d'une part, par l'héritage historique : un nombre réduit et une insertion dans les relations non capitalistes qui se prolongent à Salvador pendant une bonne partie du XX^e siècle. En plus, une non reconnaissance réciproque des différents groupes sociaux, d'où il ressort que le prolétariat n'est pas reconnu en tant que tel. D'autre part, dans le processus mis en œuvre par la PETROBRAS et intensifié par la SUDENE, il y a un changement quantitatif, mais pas de transformation qualitative.

L'immense offre de main-d'œuvre, elle-même amplifiée par le processus d'industrialisation, rabaisse les salaires réels. Par ailleurs, la matrice technique de la nouvelle industrialisation est déqualifiante : le processus de travail est celui des chaînes de montage. En outre, les conditions concrètes du marché de travail mettent en œuvre hiérarchisation et segmentation, en établissant une forte concurrence entre travailleurs, soit sur la base des différences d'âge (expulsion des vieux par les jeunes), et de sexe (entrée des femmes dans la force de travail), soit encore par un processus complexe où le travail non social (par exemple le travail domestique) fournit une partie du coût de la reproduction de la force de travail (P. SINGER, 1980). Selon Paul SINGER, le salaire minimum est le seuil à partir duquel la mobilisation de la main-d'œuvre s'effectue sans qu'à aucun moment le processus d'accumulation du capital soit menacé par manque de main-d'œuvre (P. SINGER, 1980). En termes marxistes, la formation d'une véritable «armée industrielle de réserve» est une donnée fondamentale, non seulement parce qu'elle permet le renforcement du processus d'accumulation de capital, mais parce qu'elle empêche la transformation d'une «classe en soi», transitant par une «classe pour soi», vers une «classe pour l'autre» (P. BOURDIEU, 1982). Autrement dit, c'est la représentation des classes sociales qui est en jeu.

L'industrialisation du Nord-Est et de Salvador, met en jeu un turn-over de la main-d'œuvre ouvrière qui est en lui-même un des éléments constitutifs de «l'armée industrielle de réserve». D'un côté, une base technique qui déqualifie et permet la mobilisation d'une main-d'œuvre faiblement qualifiée. Niveau de fin de primaire et maîtrise des quatre opérations sont les exigences maximales des processus de travail mécanisés et des chaînes automatisées. De l'autre, une

immense offre de main-d'œuvre.

Néanmoins, ces déterminations technico-sociales suffisent-elles à expliquer le turn-over, le passage successif d'un emploi à un autre ou aux activités dites «autonomes», ou, simplement, au chômage? L'on sait que même dans les pays capitalistes les plus développés ces facteurs jouent un rôle non négligeable. Mais le facteur fondamental permettant l'utilisation d'expédients «gitanes» dans la mobilisation/démobilisation de la force de travail réside dans le politique, autrement dit, dans la représentation. C'est là où le bât blesse : car outre que la tradition de l'organisation de la classe ouvrière, par la voie des syndicats, a été historiquement au Brésil d'une importance limitée, la combinaison de la matrice technico-sociale avec la répression politique débouche sur une quasi-impossibilité d'organisation syndicale. Comme il a été signalé ailleurs (F. de OLIVEIRA, 1981 a), les travailleurs auraient dû s'affilier pratiquement à tous les syndicats; mais construire un syndicat à Salvador, ou à Recife, est une tâche qui est passée du

plan politique au plan évangélique.

L'aspect politique de la répression syndicale, développée après le coup d'État de 1964, est décisif pour expliquer la faiblesse de la représentation ouvrière par le biais de ses organisations de classe, mais il n'est pas suffisant. Dans les conditions concrètes de Salvador, cette «sur-détermination» de caractère national s'ajoute à une détermination locale : la non-représentation de la classe ouvrière tant au niveau des problèmes d'emploi, salaire, sécurité sociale, qu'en ce qui concerne la re-connaissance réciproque des classes. Si, avant 1964, quelques syndicats remplirent la fonction de «courroie de transmission» pour la représentation politique de la classe ouvrière, au niveau des institutions de la démocratie représentative bourgeoise (cas des travailleurs de la PETROBRAS), dans la période post-64 cette « courroie de transmission » ne marche plus. Au niveau de la représentation politique à Salvador il n'y a aucun représentant de la classe ouvrière ni parmi les conseillers municipaux, ni parmi les députés des États ou les députés fédéraux. Même si certains d'entre eux se prétendent «porteurs de la classe ouvrière » d'une façon métaphorique; ils n'ont pas de rapports directs avec la base ouvrière. On peut donc dire que, bien que les déterminants de la subordination réelle du prolétariat au capital soient mis en place dans le

mouvement de la reproduction élargie, la subordination formelle, que requiert le niveau de la représentation politique, n'est pas encore en place. C'est sur ce plan de subordination formelle que peut surgir une identité de classe, qui transférerait au niveau politique la contradiction née des rapports sociaux de travail. Toutefois, ce mouvement n'arrive pas à son terme. D'un côté, s'il est vrai qu'à l'échelle de Salvador et même de Bahia cette représentation est dans l'impasse, d'un autre côté la nouvelle classe ouvrière de Salvador ne s'insère que maintenant, de façon quantitative et qualitative, dans la «classe ouvrière nationale»; et ceci pour la première fois dans l'histoire brésilienne. Par ailleurs, les autres dimensions de ce «travailleur collectif», dont la spécificité échappe aux limites des catégories syndicales, se relient directement aux mouvements sociaux, concernant l'habitation, l'aménagement de la ville, les revendications des noirs, des femmes...

Secteur «informel»: violence sans reconnaissance

Dans la division sociale du travail transformée par le processus d'industrialisation à Salvador, apparaît un «mélange» de production de marchandises et de services, séparé du secteur capitaliste proprement dit. On pourrait dire, d'un côté, que cet ensemble non homogène d'activités est non capitaliste à l'intérieur du secteur capitaliste, et de l'autre, qu'il constitue la «frontière» de la transformation vers de nouvelles activités capitalistes. Ce qui le rend homogène en tant que forme — et non en tant qu'activité — c'est l'absence de structures formelles de production, de circulation, ou de distribution; cela dit d'une façon plus rigoureuse, le capital n'est pas le sujet de ces relations, et la «force de travail» n'est ni «présupposée» ni «posée» dans le mouvement de la reproduction; elle

n'est pas une marchandise.

D'abord le secteur «informel» s'articule avec un processus d'industrialisation sans base préalable de services ; il lui vient en aide sans pour autant entrer en concurrence avec l'accumulation du capital. Ainsi ce secteur «informel» faisait un usage intensif de main-d'œuvre. Certainement, un tel secteur existait au début de l'industrialisation dans les pays capitalistes développés actuels. La différence entre les cas «classiques» et ceux des économies de la périphérie du capitalisme réside sans doute dans le fait que le secteur «informel» dans ces dernières ne disparaîtra pas, au moins tant que les conditions de représentation des classes dominées resteront ce qu'elles sont. On doit faire la différence entre ce secteur informel, et le secteur qui commence à surgir sur les franges des systèmes capitalistes développés qui est un retour à la production de valeurs d'usage (4) : en ce cas, ce secteur «informel» est le résultat d'un long processus d'industrialisation et d'accumulation de richesses qui annonce peut-être une «dé-marchandisation» de la force de travail (Ian Steedman et al., 1981 et 1979). En bref, ce secteur est le résultat de l'existence d'heures de non-travail. Alors que dans les pays comme le Brésil, le mal nommé secteur «informel», conséquence du chômage — dans les pays développés, c'est une sorte de «post-emploi» — produit des valeurs d'usage, biens ou services, qui prennent en charge une part des coûts de reproduction de la force de travail. Dans les pays développés, rien de tel : il exprime plus un «excès» qu'un manque de valeur.

L'importance du secteur «informel» dans l'économie de Salvador peut être mesurée de diverses manières. SINGER (in G. de SOUZA et W. FARIA [org.], 1980) estime, en 1971, que la force de travail employée dans le secteur capitaliste représente 50 % seulement de la force de travail totale. Les autres 50 % se distribuent entre ce qu'il appelle le «mode de production simple de marchandises» et le «mode de production domestique». La force de travail répartie dans ces deux modes de production parcourt quasiment tous les secteurs de la division sociale du travail : à l'exception de l'industrie de transformation où son

pourcentage est insignifiant (1,9 % du total des travailleurs de ce secteur), les «autonomes» (hommes et femmes) se retrouvent dans le secteur du bâtiment, dans le secteur secondaire II (essentiellement, la réparation des marchandises, 87,7 % du total), dans les «marchands ambulants» (89,5 %), le «commerce établi» (20 %), les «services à la production» (97,8 %), les «services personnels non-établis» (97,8 %), les «services personnels établis» (24,5 %), les «services de consommation individuelle» (65 %). En résumant, les travailleurs «autonomes» ou «à leur compte» représentent 42,6 % de l'ensemble du secteur secondaire,

25,4 % du tertiaire (et même 7,4 % dans le secteur des transports).

Dans une recherche réalisée à Salvador, PRANDI (in G. de Souza et W. Faria [org.], 1980) relève que les travailleurs «à leur compte» ont des revenus systématiquement inférieurs à ceux des salariés, et qu'ils travaillent, en moyenne, plus d'heures par semaine. En outre, comme il a été déjà dit, la probabilité de devenir «autonome» augmente avec l'âge: «plus jeune est le travailleur, plus grande est la probabilité qu'il soit travailleur salarié et plus faible qu'il soit travailleur établi 'à son compte'». D'où l'on conclut que les travailleurs établis «à leur compte» ne sont ni privilégiés, ni sous-employés du point de vue des heures de travail, comme si ses occupations étaient un complément de travail salarié, ou même un choix d'existence. Il existe toute une littérature sur la marginalité qui est réfutée par cette description.

En 1978, Clovis CAVALCANTI et Renato DUARTE, de la Fondation Joaquim Nabucco, ont réalisé une autre étude sur le «secteur informel» à Salvador (CAVALCANTI et DUARTE, 1980). Trois données méritent d'être commentées. La première montre la pénétration de l'«informel» dans la division sociale du travail; les auteurs ont observé que les prestations de services du «secteur informel» représentent entre 4 et 79,2 % des services requis par le secteur capitaliste, surtout en ce qui concerne les services de plomberie, d'électricité, de voirie, d'entretien d'égouts, de réparation des équipements et de charpente, ensemble que SINGER appelle Secteur Secondaire II ou «réparation de marchan-

dises ».

La deuxième donnée concerne la part de dépense familiale mensuelle moyenne, par tranche de revenus, réalisée en consommant des services «informels»: en moyenne 6,6 % de la dépense familiale mensuelle totale et 10 %

dans la tranche de revenu moyenne.

La troisième donnée concerne la durée de séjour des personnes dans le secteur informel et la durée de vie des «micro-unités» de production de ce secteur. On remarque d'une part la prédominance de la période de 0 à 4 ans; d'autre part les «micro-unités» de production ne dépassent pas en général 5 ans d'existence. Mais aussi, on trouve un pourcentage non négligeable de gens et de

«micro-unités» qui fonctionnent dans l'informel depuis 15 ou 20 ans.

Enfin, d'après Prandi (in G. de Souza et W. Faria, 1980), le jugement porté par les travailleurs établis «à leur compte» sur le prestige de leurs propres occupations, est assez critique, et fort éloigné de ce que laisse supposer la théorie de la marginalité : 32,7 % des salariés subalternes — car il existe des salariés à l'intérieur de ces «micro-unités» —, 32 % des travailleurs «à leur compte» réguliers et irréguliers estimaient que leurs occupations n'avaient aucun prestige. Et le degré d'insatisfaction par rapport aux conditions de travail varie de 18,5 % pour les salariés subalternes à 27,5 % pour les «autonomes réguliers» et 40,3 % pour les «autonomes irréguliers». Mais il est vrai que ceux qui s'estiment satisfaits, ou qui ne considèrent pas que leur prestige est atteint sont les plus nombreux.

Cet ensemble d'éléments permet de faire justice de quelques présupposés concernant le problème de l'identité de classe des travailleurs du secteur informel. Comment un processus d'identité, d'appartenance, ou en termes plus classiques, de «conscience» de classe, peut-il apparaître dans de telles situations? Comment le processus peut-il évoluer du stade «classe en soi» au stade «classe pour

l'autre »? La taille du secteur informel dans des économies urbaines comme celle de Salvador, peut fournir la clé de la compréhension de la question, qui déborde l'ensemble des travailleurs du secteur informel. La question de l'identité des «autonomes» concerne les ouvriers et les autres groupes sociaux dominés, dans la mesure où du fait de leur situation de travail, de leurs revenus, de leur condition de non-propriétaires de moyens de production — encore que persiste dans le secteur informel une certaine «illusion» d'autonomie, d'où le terme «autonome» par lequel ils s'autodésignent — ils appartiennent à l'ensemble du prolétariat *lato sensu*.

Traiter de l'identité de cet immense groupe social suppose que l'on prenne en considération, en premier lieu, le passage d'une situation de salariat à une situation d'« autonome ». En second lieu, la grande mobilité de ces autonomes ou la durée du temps d'emploi dans le secteur informel. En troisième lieu, le fait qu'ils produisent des biens et des services surtout pour le vaste groupe dominé dont ils font partie: qui est «l'autre» en ce cas? En quatrième lieu, point fondamental soulevant le problème de l'identité-équivalence, comment est déterminée la valeur de ce qu'ils produisent? Par les heures de travail « socialement » nécessaires? Dans les cas de réparations, dépannage, etc., ce concept pourrait servir, mais pour les activités liées à la vente de marchandises et services, au travail occasionnel ou de fin de semaine, qu'est-ce qui détermine la rémunération?

Autrement dit, leur force de travail n'est pas une marchandise : non seulement l'illusion de l'autonomie acquiert ici un statut de réalité, mais le plus important c'est que le temps de travail nécessaire à la réalisation des services ne se présente pas comme prédéterminé et qu'il ne réapparaît pas comme déterminé dans la matérialité de la valeur d'usage produite ou vendue. Il s'agit d'un circuit que les philosophes héritiers de Hegel qualifieraient de «mal infini», de «perverse infinitude». Certes, il existe un «temps de travail nécessaire», mais il n'est pas « socialement nécessaire » : soit dans le sens où il est nécessaire à un processus de reproduction élargie, soit dans le sens où il est nécessaire à la reconnaissance par «l'autre». Les services et valeurs d'usage produits dans le secteur «informel», apparaissent à «l'autre», dans la plupart des cas, comme s'ils étaient produits par hasard. Même lorsque la «durée de séjour» des agents isolés, ou la durée de vie des «micro-unités» n'est pas aléatoire, au niveau des représentations, le travail du secteur informel se réalise sans qu'il soit nécessaire de faire appel à un travail vivant antérieur, qui ait pris la forme d'un travail mort nécessaire au processus de production. Le fait même que l'origine des «capitaux» soit celle de l'épargne des agents de l'informel, révèle que le circuit de ce travail ne se reproduit jamais comme reproduction élargie.

Autrement dit, les travailleurs du secteur «informel» se trouvent séparés des moyens de production, et pour citer ALTHUSSER, d'une manière «surdéterminée», par la globalité abstraite du mode de production capitaliste. Mais cette surdétermination en reste là : elle ne passe pas par le réel concret, le quotidien des travailleurs de l'informel : il y a des processus d'échange, dont la monnaie fait partie en tant que moyen de circulation, mais elle n'y joue pas le rôle d'équivalent général. Il y a du travail dans l'informel mais pas de travail abstrait. L'identité demeure donc, dans une sorte de «circuit externe» aux déterminations des

travaux concrets, ce qui débouche sur une impasse.

Le fait que les travailleurs du secteur informel produisent des biens et services surtout pour le vaste groupe qu'on appelle prolétariat, joue un rôle contradictoire non négligeable. Il semble qu'ait lieu un processus d'exploitation des autres membres de ce groupe par ceux du secteur informel (Angela R. VIANA, 1980) alors qu'en réalité c'est le contraire : c'est surtout le revenu issu du travail salarié du secteur capitaliste qui nourrit les circuits du secteur informel. Mais, pour ce qui est de la production du discours, de l'idéologie, c'est l'apparence et non l'essence qui compte. Et du point de vue des rapports avec les entreprises, les institutions, ou même des personnes des couches plus aisées, cette apparence de hasard écarte toute possibilité d'identification de «l'autre»: la pratique du marchandage dans l'informel n'exprime pas une modalité de fluctuation entre valeur et prix, propre à la circulation capitaliste. Elle exprime au contraire le fait qu'il n'y a pas de la valeur pré-inscrite dans l'informel. Alors que la compétition capitaliste se joue entre marchandises et pas directement entre différentes quantités de force de travail, dans le secteur informel, la compétition se réalise directement entre les divers travaux concrets de ces agents.

Cela suffit pour distinguer radicalement les deux processus, et donc, l'identité des deux sujets. Du point de vue logique-dialectique, il n'y a pas de place pour la représentation des travailleurs concrets de l'informel. Ce qui intervient dans ce cas, ce sont d'autres surdéterminations : les travailleurs du secteur informel, en dépit de leur place au dernier échelon du prolétariat, au sens large, ne sont pas des ouvriers; on ne peut non plus les assimiler aux capitalistes, puisque même s'ils ont des moyens de production, ces derniers n'apparaissent pas dans le produit : il n'est donc pas question de parler de capital. C'est cette extériorité du mode de production capitaliste qui finalement le définit dans la structure sociale. Dans le champ du politique, la constitution d'une « classe avec conscience» ne se réalisera que difficilement; manque une intériorité, que la situation matérielle elle-même rend ambiguë en permanence, ce qui enlève à ces travailleurs toute possibilité d'identification. Ce passage, problème même du politique, ne peut se réaliser logiquement que sur un mode analogique; c'est là précisément que se trouve la difficulté. Reste toujours une classification en «pauvres», ce qui dans le système capitaliste ne constitue pas une identité suffisante, ni «en soi» ni «pour l'autre». Le problème se déplace donc du champ de la dialectique vers celui de l'histoire, et le quotidien de la lutte de classes. La représentation des travailleurs du secteur informel est sujette, donc, à l'oscillation de cette lutte, et prendra figure en fonction des hégémonies conjoncturelles. C'est le même problème qui est posé par la littérature classique sur l'orientation politique du «lumpen-proletariat», bien qu'il ne s'agisse pas des mêmes sujets.

Le matériel et le symbolique dans la représentation des intérêts

La production de la non-identité : le symbolique dissimulateur et le mythe de la « bahianidade »

La plupart des éléments qui se situent au croisement de l'objectivité de la division sociale du travail et de ses représentations subjectives ne sont ni exclusifs, ni spécifiques de l'État de Bahia et de Salvador. Au contraire : la recherche de la singularité de ce croisement doit s'appuyer sur le contexte qu'on a essayé de décrire, c'est-à-dire, sur l'impact des transformations économiques, sociales et politiques de l'industrialisation. Cependant les 400 ans d'histoire de Bahia ont imprimé une marque, presque impérissable, qui reste jusqu'à nos jours, et restera encore pour longtemps. Quoique la quête des «invariants» anthropologiques soit légitime, notre but reste avant tout l'histoire des discontinuités; l'on considère d'ailleurs que les continuités sont des éléments toujours redéfinis. Hier est vu sous l'angle où Aujourd'hui l'incorpore (5).

L'histoire actuelle de l'État de Bahia et de Salvador est marquée d'une manière flagrante par un fort élément historique; le fait que la société de Bahia soit née sous le signe du travail esclave. La couleur de la peau n'est pas, historiquement, l'élément décisif: on assiste plutôt à la métamorphose du travail esclave en couleur. Il s'ensuit que dans le futur — déjà passé — la couleur va

jouer un rôle fondamental.

Cette métamorphose du travail esclave en couleur se vérifie également dans d'autres régions du Brésil et même ailleurs, comme, par exemple, aux États-Unis.

Dans la région du Nord-Est, surtout dans les États du Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Alagoas et Sergipe, la couleur fait partie de cette histoire

et se projette dans le futur.

Il y a cependant, des différences entre l'État de Bahia et les autres États. Prenons le cas de Pernambuco par exemple, et de sa capitale, la ville de Recife. Recife et Salvador ont été pendant presque quatre siècles les plus importantes villes du Brésil, auxquelles s'ajoutera Rio de Janeiro au XIX° siècle. Néanmoins, la question d'identité de classe à Salvador présente de fortes différences par rapport à celle de Recife. Le même héritage historique, la même prédominance du travail esclave, débouchent sur des histoires sociales différentes, dès la fin du siècle dernier jusqu'à l'industrialisation dans les années cinquante. A Recife, la très forte impulsion industrielle du XIX°, bien que partiellement avortée, a eu quelques conséquences : se constituèrent deux classes sociales dont la reconnaissance réciproque a fait surgir des identités de classe au croisement de l'insertion objective dans la division sociale du travail et du discours de la subjectivation de cette objectivité. Bref, à Recife se sont constitués bourgeoisie et prolétariat. Ce prolétariat est une classe sociale, un agent de la politique et existe dans la conscience sociale nationale.

A Salvador, ce processus avorte. La ville de Salvador dans la conscience sociale nationale n'a jamais été considérée comme une «ville de production », une ville ouvrière. Chaque situation sociale crée ses mythes et ceux-ci transforment la réalité : si Salvador devra à l'avenir démystifier sa «bahianidade», Recife devra tout autant démystifier son image de «fiancée de la révolution»; selon les mots d'un grand poète local (Carlos Penna Filho, s.d.). Aujourd'hui, dans la «conscience sociale» du Brésil, le lieu de la lutte ouvrière et des contradictions majeures, s'est déplacé à São Paulo.

En présence d'une division sociale du travail appauvrie, voire même en régression, la non-identité sociale de l'époque de l'esclavage se répercute jusqu'à notre siècle. Cette répercussion ne concerne pas tout simplement la «couleur», bien qu'elle soit le référent déguisé. Elle se répercute comme négation du travail, et dans un monde apparemment de non-travail, qui est-ce qui ne travaille pas? Ce ne peut être l'oligarchie toute seule; ce sera la population de Bahia tout entière. En outre, les formes de résistance culturelle des Noirs, exprimées principalement par les cultes afro-chrétiens, deviennent le trait caractéristique de la place occupée

par les opprimés dans la société.

Plus tard, la vague de migration nordestine, y compris les Bahianais, renverra au Nord-Est un préjugé presque racial, mais au fond, un préjugé de classe : les Nordestins qui arrivent à São Paulo et à Rio, après 1920, seront identifiés comme Bahianais. La situation de classe est déguisée en différence ethnique : à São Paulo et au sud du Brésil, l'héritage de l'immigration étrangère contribue à créer le préjugé. Aux environs des années vingt, lorsque l'immigration étrangère commence à décliner, les immigrés étrangers en étaient déjà à la deuxième ou troisième génération : beaucoup de ces travailleurs s'étaient déjà transformés en petite bourgeoisie et certains appartiennent même aux grands groupes bourgeois nationaux. Les Nordestins qui arrivent après, devront être ouvriers, travailleurs agricoles, ou travailleurs dans le secteur des services. La grande époque d'ascension sociale était terminée. Il est intéressant, à ce propos, de vérifier le récent intérêt que suscite la récupération de l'histoire de l'immigration italienne à São Paulo. Celle-ci est valorisée jusque dans son aspect culturel, tandis que l'immigration nordestine semble être une histoire sans histoire. La différence réside dans le fait que, dès le début, la politique d'immigration étrangère accorde, par avance, le statut d'ouvrier aux étrangers qui arrivent; ce n'est pas le cas pour les Nordestins. Les Italiens, en particulier, arrivent dans la condition, et avec l'image d'ouvriers, et ils agissent au niveau social et politique en tant que tels. Ils seront les principaux propagateurs de

l'anarchisme par exemple, et leur influence sur le mouvement ouvrier et syndical est importante : ils sont à l'origine des premiers syndicats du Brésil.

Les images attribuées aux immigrants nordestins peuvent varier : les «Pernambucanos» seront considérés comme des «travailleurs sérieux», les «Cearenses» des «aventuriers», les «Baianos» des «paresseux». Il existe un parallèle entre cette migration et l'apparition à Rio du type du «malandro», qui est l'expression de la non-identification d'un vaste groupe social qui vit d'expédients

d'expédients.

Cet ensemble de négativités, de qualités négatives, deviennent les attributs des «Baianos». La situation de travail y contribue : une condition ouvrière dont ils ne sortent pas, la condition d'immigrants, la précarité de l'insertion sur le marché du travail, les fréquents changements d'emploi deviennent des compo-

sants intrinsèques du caractère «baiano».

Ces stigmates sont renvoyés à leur lieu d'origine. Récemment, le tourisme national a trouvé dans l'État de Bahia, et à Salvador en particulier, sa place privilégiée: nature exubérante, ambiance ludique (en fait, il s'agit de l'appropriation des fêtes populaires de Salvador par les classes moyennes enrichies du Centre-Sud du pays), peuple aimable (la mémoire nationale oublie que tout le Nord-Est, y compris Salvador, a été la scène de révolutions fortement réprimées au XIX° siècle). Tous ces aspects feront de l'État de Bahia le « paradis perdu » aux yeux des touristes habitués aux bruits des machines et à la rigueur du processus

de mercantilisation de la vie quotidienne du Centre-Sud du pays.

Renvoyé à son lieu d'origine supposé, le mythe se cristallise dans la conscience sociale des nouveaux «pairs» sociaux des classes moyennes du Centre-Sud: les classes moyennes «baianas» elles-mêmes, surgies du néant, se chargent de propager le mythe de la «bahianidade», de la «culture» de Bahia, du lieu où le ludique tourne le dos à la «rationalité paulista» et capitaliste (F. de OLIVEIRA, 1981 a). Le résultat est consternant: par-dessus la vaste masse de dominés, pour lesquels jadis les «terrains» des cultes afro-chrétiens étaient un lieu de résistance au massacre de la vie quotidienne, et les «fêtes des saints» la seule possibilité de suppléer dans l'imaginaire aux difficultés de la vie (fêtes d'ailleurs qui n'étaient qu'un signe de la stagnation sociale et de son subtil apartheid), apparaissent maintenant les nouveaux groupes sociaux représentés dont le projet est de transformer Salvador en un immense théâtre (une immense représentation).

La «bahianidade» est incorporée définitivement à la conscience sociale, locale et nationale. Et bien que la structure économique et sociale ait été modifiée radicalement, le mythe pose la «bahianidade» comme «naturelle», et dissimule la réalité sociale où il remplit la fonction de liqueur digestive. Ses effets sur la représentation des intérêts sociaux et sur la politique ne sont pas négligeables. Tout se cache sous le voile de l'information des «médias», dont la fonction principale est, à travers la vente de Bahia en cartes postales, de vendre, en vérité

l'identité des classes sociales et de leurs intérêts antagoniques.

Le problème des Noirs à Bahia et à Salvador

La «question noire» à Bahia et à Salvador est à l'origine niée : c'est la condition d'esclave qui transforme le Noir en noir. Mais la couleur ne sera pas le déterminant principal de sa situation sociale, dans la période qui suit l'abolition de l'esclavage. Le métissage, appelé par Gilberto Freyre «miscigenação» (1974), est le fruit d'une indéfinition sociale qui a pour racine l'insertion dans la division sociale du travail. Des hommes précaires insérés dans un ordre non esclavagiste : l'agent moteur du processus de métissage n'était pas seulement le fait que les blancs étaient plus nombreux que les Noirs (depuis le milieu du XIX^e siècle, ils étaient déjà la majorité) mais aussi l'indéfinition sociale. Ce sont les «mulatos», mulâtres, terme issu du métissage, mais dont la base sociale est le statut de travail. Le recensement brésilien se servait aussi d'une autre

dénomination, assez bizarre : les «pardos» (couleur de la peau résultant du croisement entre un Blanc et un Noir : mulâtre), dénomination généralement abâtardie.

Le concept de «nègre» disparaît, bien que jusqu'aujourd'hui se trouvent dans l'État de Bahia les nègres les plus noirs du Brésil; à sa place, celui de «pardos» du recensement officiel, et de «mulatos». Presque tout le monde dans l'État de Bahia et à Salvador est «mulato». Le recensement de 1950 révélait que la population de 10 ans et plus était constituée de 50 % de «pardos», 20 % de Noirs et 29 % de Blancs (FIBGE, 1950). Même les membres des anciennes oligarchies ne faisaient pas exception à la règle. Parmi eux le nez ibérique est rare : plus communes sont les narines grosses et aplaties, d'une couleur indéfinie, dite «couleur d'âne qui a pris la fuite». C'est donc le résultat d'un processus caractérisé moins par une «absence de préjugés», comme le voulait Maître Gilberto FREYRE, que l'expression de la toute-puissance de la propriété sur la chose «femme noire» dans un contexte de colonisation où les femmes blanches sont rares. Globalité qui recouvre les différences et les réduit à une non-identité.

Pendant plusieurs décades, la «question noire» se dissimule sous cette nonidentité générale. La matrice sociale est indéfinie : pendant toute la longue période comprise entre l'abolition de l'esclavage et les années cinquante, la couleur ne sera pas déterminante de différences profondes de salaires ou revenus au sein du groupe des dominés; on ne verra pas de différence de salaire entre un Noir et un mulâtre. La «question noire», en effet, n'apparaît comme «différence» qu'à partir du moment où la division sociale du travail considère la couleur comme déterminante des « différences particulières » qui existent dans la force de travail mobilisée par le capital. Les recensements n'ont pas révélé de différences de revenus par rapport à la couleur, mais cependant, en considérant la position dans l'emploi, on est amené à remarquer le mélange de la matrice sociale, et une différence «relative» par rapport à la couleur. En 1950, parmi les employeurs, 51,8 % étaient «blancs», 9,7 % «noirs» et 38,3 % «pardos». Parmi les employés, 23 % étaient «blancs», 27,5 % «noirs» et 49,2 % «pardos». Parmi les travailleurs établis à «leur compte» 29,3 % étaient «blancs», 20,2 % «noirs» et 50,2 % «pardos» (FIBGE, 1950). Si parmi les employeurs, la majorité se situe parmi les « Blancs » avec cependant un pourcentage élevé de « pardos », en ce qui concerne les employés les moins qualifiés, la prédominance des «pardos» est incontestable. Les «pardos» constituent le noyau de cette indifférence, dont n'est pas exclue l'auto-représentation de «l'ego» : la frontière qui sépare le «Noir» du «pardo» est déclarée par l'informateur lui-même dans un moment de l'histoire où certainement être «nègre» signifie avoir été esclave. Ce passage du «mulato» et de la «mulata» au premier plan de l'autoreprésentation et de la représentation par rapport aux autres groupes sociaux constitue la subtilité du racisme brésilien, tout particulièrement dans l'État de Bahia et à Salvador. Contradictoirement, c'est ce passage qui a relégué, pendant des décennies, le « problème noir » au fond de l'inconscient collectif. En instituant le «mulato», la conscience sociale a pu oublier le «nègre»; l'indifférenciation de la matrice sociale a déplacé le discours idéologique sur la couleur. Au fond, dans une immense masse de non-propriétaires, la couleur devint indifférente. Le recrutement de la main-d'œuvre pour l'industrie ou pour le tertiaire, pour un travail formel ou informel, n'impliquait pas une ségrégation par la couleur: auparavant, l'indifférenciation et le discours sur le «mulato» avaient réduit tout le monde au même dénominateur commun (6).

Le processus d'élaboration du mythe ne pouvait pas ne pas concerner la femme. Si à l'époque de l'esclavage, le recours à la défloration et au viol de la femme noire a forgé *a posteriori* le mythe du «tropicalisme» à la Gilberto FREYRE, le mythe de la «mulata» est contemporain, sorte de pulsion originale qui renforce, presque dans un sens béhavioriste, l'ascension des «pardos» au premier rang du spectre social. Dès les années trente, la musique populaire se

penchait déjà sur ce qui deviendrait plus tard une grave erreur idéologique : un compositeur populaire érudit tel que Ari Barroso chantait déjà «la mulata la plus charmante de Bahia », et Dorival Caymmi, originaire de Bahia, dans la tradition de la «samba-de-partido-alto » et de la «samba-de-roda » (toutes deux différentes de la samba de Rio de Janeiro) se demandait déjà «Qu'est-ce qu'elle a la femme de Bahia? ». Dans les années cinquante, une femme de Bahia devient miss Brésil et presque miss Univers, ce qui clôture la construction du mythe : la «mulata » de Bahia devient le symbole de la femme suprême. A partir de là, toute une classe moyenne du Centre-Sud va donner cours, au moins dans l'imaginaire, à ses pulsions de consommation. Par contre, les hommes et femmes de Bahia et du Nord-Est, assimilés à l'ensemble de la migration vers le Centre-Sud, ne seront en tant que force de travail, que des «Baianos» : au dernier rang de l'échelle sociale, porte grande ouverte sur le marché du travail.

Mais ce n'est que lorsque le processus de mobilité sociale ascendante se ralentit, à partir de la fin des années soixante, que le mouvement noir au Brésil entame la recherche de son identité, au moment où les différences dans le marché du travail deviennent pertinentes quant au procès d'accumulation du capital. Ce mouvement n'est pas étranger au mouvement de constitution de classes sociales nationales du fait de la similitude de sa reproduction par le marché, pour ce qui concerne la force de travail, et du fait de la domination territoriale et économique de l'espace national, dans le cas des bourgeoisies. Lorsque le processus de « blanchissement » atteint son apogée — qu'il s'agisse du « blanchissement » de la jamais menacée hégémonie bourgeoise, ou du «blanchissement» de la force de travail en tant que «marchandise nationale» — alors, être «baiano», noir et femme signifie être au plus bas de la structure sociale. Allant au-delà du dénominateur commun de la force de travail, ces autres déterminations, se manifestant par les mouvements sociaux des Noirs et des femmes, pourront contribuer au processus d'identification : agir comme «négation» qui «supprime » l'indifférenciation, afin de se situer comme présupposé et résultat de la matrice sociale, nouvel agent historique.

Les mouvements sociaux : à la recherche d'une identité dans l'émergence d'une société de masses

Les mouvements sociaux représentent, toujours, historiquement, l'expression de changements sociaux qui dépassent les bornes des processus d'identité et de reconnaissance sociale institutionnalisés. Par exemple, à l'origine du mouvement «chartiste» en Angleterre, il y avait l'émergence d'une société de classes où le processus de reconnaissance réciproque alors existant, entre «lords» et «entrepreneurs» se révélait insuffisant à représenter une société où le clivage principal s'établissait entre la bourgeoisie et le prolétariat. A l'échelle nationale, cette émergence est conditionnée et englobée par les déterminations historiques : ainsi le jacobinisme dans la France révolutionnaire déguise la bourgeoisie ascendante avec les habits d'un prolétariat urbain qui n'est pas encore constitué en tant que classe sociale.

Il y a donc, un flux et un reflux quasi permanents des mouvements sociaux dans l'histoire. L'important, pour qu'ils ne soient pas relégués dans la fosse d'un indéterminisme a-historique, c'est de parcourir le processus de leur constitution, en tant que nouveaux agents historiques. L'indéfinition est certainement un élément constitutif de ces mouvements; en rester là nous condamnerait à ne pas apercevoir ce qu'ils annoncent.

A Salvador, comme dans le reste du Brésil, les nouveaux mouvements sociaux sont le fruit du vaste processus de changements économiques et sociaux. Leur accession à la visibilité sociale est contradictoire : d'un côté, ce sont des « sujets en devenir » créés par le processus d'industrialisation — monde ouvrier, secteur informel, classes moyennes et cadres. Leur émergence dénonce un système

institutionnel qui d'un côté retarde ou empêche la représentation des intérêts réels et symboliques de certaines couches sociales (même si ce système est libéral-bourgeois) et, de l'autre permet la sur-représentation de quelques groupes, surtout ceux de la classe moyenne : leur position dans la division sociale du travail les met sur le devant de la scène d'une manière disproportionnée par rapport à leur poids social réel.

La «présentation» (il ne s'agit pas encore de représentation de ces « sujets en devenir») se fait par les facettes qui débordent les limites de ce qui est institutionnellement reconnu (la classe ouvrière et ses syndicats par exemple) et apparaît dans les figures du résident urbain, de l'habitant des favelas (bidonvilles), des communautés de base, dont les revendications (transports, approvisionnement d'eau, logement) ne sont prises en compte ni par le salaire nominal, ni par un quelconque additionnel de salaire. Soit encore dans le mouvement féministe, dont les revendications ne peuvent trouver de solution dans le cadre des représentations de classe, mais qui se greffe sur une situation objective : l'insertion des femmes dans la division sociale du travail. Soit encore dans le mouvement noir, nécessaire parce qu'il affiche la fin d'une «non-identité», et qui, émergeant avec sa personnalité propre, vient renforcer la visibilité sociale de la classe ouvrière. Soit encore dans les mouvements des classes moyennes et des cadres qui, à travers la création d'associations professionnelles, se substituent aux syndicats qui auraient tendance à les sous-représenter; là cependant s'observe déjà un certain corporatisme.

Mais il convient de ne pas regarder l'apparition des mouvements sociaux d'un œil naïf. En se déclarant en rupture avec le système institutionnel existant, ils sont rejetés par la société institutionnalisée qui les confine dans des «ghettos», où les risques de fermeture, d'incommunicabilité et d'introspection sont élevés. Chaque mouvement a «tendance» à utiliser un langage exclusif, qui est de plus fréquemment coupé par les «médias», ou travesti de manière folklorique. Il peut y avoir une prolifération de «ghettos» dont les «discours» s'entrecroisent sans jamais se rencontrer. Les conséquences au plan de la communication sociale

peuvent être désastreuses.

Au plan politique particulièrement, les «ghettos» peuvent devenir de véritables pièges. Dans le cas de Salvador, le régime autoritaire brésilien a produit une véritable rupture entre la culture politique générale et la sous-culture politique de plusieurs groupes sociaux. Même dans le cas des syndicats dont la reconnaissance institutionnelle est «acquise», le régime autoritaire brésilien a causé une telle rupture que l'ensemble du mouvement syndical brésilien a du mal à s'en remettre. Dans le cas des mouvements sociaux, cette rupture a été encore plus profonde. Ces mouvements ont tendance à devenir spécifiques, et à rester au niveau des revendications particulières courant ainsi le risque de ne jamais aboutir à un discours global qui mettrait en question le système de représentation existant. Il est certain que l'identité, de manière générale, ne peut se produire qu'à travers la spécification des discours particuliers, mais il n'est pas certain que la production des discours particuliers finisse par construire un discours général. Autrement dit, les mouvements sociaux ont à trouver quelque chose de commun qui permette la construction de ce discours général.

Mais deux éléments les empêchent de mettre au jour cette «communauté», ce «quelque chose en commun». En premier lieu, il faut remarquer que le mouvement de constitution des classes sociales aujourd'hui à Salvador, surdéterminé à l'échelle nationale, s'organise dans le cadre d'une société de masses. Ce thème sera traité plus loin. En second lieu, et du fait de la spécificité de l'industrialisation brésilienne dont les cas du Nord-Est et de Salvador sont les exemples extrêmes, il y a une combinaison d'archaïsmes bien contemporaine qui n'est peut-être pas qu'un phénomène transitoire. Par exemple, en ce qui concerne les travailleurs du secteur informel, il n'est pas évident qu'ils ne soient que la «réserve de l'armée industrielle», mobilisable à tout instant en fonction d'une

accélération du cycle d'accumulation du capital. Les formes techniques de l'industrialisation peuvent les condamner à rester une réserve qui ne rentrera jamais dans l'active, sauf comme élément auxiliaire du processus de rabaissement des salaires des travailleurs salariés. Quelle est donc la liaison entre cette armée de l'informel et les autres groupes de travailleurs? Quelle sera la forme de représentation politique de cette classe inachevée?

Le cadre général n'est pas encore posé, car il vaut mieux le considérer sous l'angle d'un processus. Moins par «pessimisme scientifique» que pour ne pas déformer la réalité. La question de la représentation dans les cadres d'un institué bourgeois déjà dépassé par les nouveaux rapports de classe peut bien nous amener à une impasse si les nouvelles formes de représentation, annoncées plus que proposées par les mouvements, n'arrivent pas à se mettre en place. Cet institué, renforçant au niveau politique une représentation qui ne permet pas l'identification des intérêts divergents posés par le mouvement de l'économie et de la société, peut bien conduire à une société politique duale, où les grands intérêts bourgeois s'expriment dans des formes extra-représentatives et extra-parlementaires (groupes de pression, «lobbies», conseils économiques) où les classes moyennes et les cadres sont sur-représentés, et où les groupes dominés «nagent pour mourir sur la plage», représentés par des institutions qui ne les représentent pas, qui n'interviennent ni dans la politique ni dans l'État.

Rupture et reconstitution : des classes à la société de masses (production, consommation et reproduction : la violence cachée)

La société de Bahia est passée d'une situation de non-existence de classes, propre à une économie capitaliste périphérique, à une société de masses. Ce passage exprime la constitution d'une société, où tous les éléments constitutifs des classes sociales dans le capitalisme (production et reproduction par le marché) sont effectivement présents, mais ne parviennent à s'exprimer ni au niveau de la représentation formelle, ni au niveau du discours. Ce passage apparaît plus comme une rupture que comme une discontinuité : on serait dans une situation où, au niveau du discours, s'exprime bien une globalité, mais qui ne se construit pas sur une pluralité de négations; où les classes ne semblent pas naître d'une suppression qui se ferait, dialectiquement, de certains sujets par rapport à d'autres. La classe ouvrière ne semble pas être le produit du processus d'exploitation du travail; les bourgeoisies semblent être nées du ventre de l'État. Les autres classes laborieuses, réserve de la force de travail en même temps que formes de sa prise en charge partielle, semblent être, à leur tour, des classes «autonomes», figures sans négation.

La description sociologique de la société de masse met l'accent sur la production de marchandises à l'échelle fordiste-tayloriste, homogénéisant la société par les modèles de consommation, même si de grandes différences, qualitatives et quantitatives, de consommation existent toujours et ne cessent d'augmenter.

Ce phénomène existe; le discours idéologique s'en sert pour promouvoir la consommation; il développe le slogan de «l'égalité de tous devant la consommation», qui remplace le mot d'ordre de l'idéologie libérale, «l'égalité de tous devant la loi».

Mais l'important dans la société de masses c'est, avant tout, la production de classes sans identité de classe. La classe ouvrière ne se forme jamais en tant que telle : l'énormité de la réserve de force de travail crée une asymétrie entre la soumission réelle et la soumission formelle vis-à-vis du capital; le secteur informel garde un aspect d'autonomie. En outre, sur le marché, certaines activités qualifiées font augmenter le salaire d'une toute petite portion du prolétariat, ce qui la conduit à une situation semblable à celle des couches moyennes à cause de la similitude de ses revenus.

Les classes moyennes éclatent dans la structure sociale en tant que résultat du processus de concentration et centralisation du capital. Elles remplacent (en partie) et contrôlent le travail productif. Cette position les déplace politiquement et les fait surgir comme un prédicat sans sujet, «un coup de tonnerre dans le ciel bleu». Soumises réellement et formellement au capital et à l'État, leur «position réelle» les conduit à une «position contradictoire»: en même temps, êtres et non-êtres, travailleurs et non-travailleurs, émergeant au sein de la scène politique en tant qu'acteurs par excellence. Leur consommation les place au cœur du processus de réalisation de la valeur (les biens de consommation durables) et elles deviennent ainsi les cibles privilégiées des politiques économiques de l'accumulation et des politiques anticycliques lors des périodes de crise. Cette position a l'air d'un dilemme ricardien: ce qu'elles gagnent semble avoir été déduit de la masse des salaires des ouvriers productifs, ce qui provoque leur coupure avec les classes dominées avec lesquelles elles auraient des intérêts communs.

Les bourgeoisies se trouvent toujours en compétition entre elles, mais cette concurrence — expression même de la concurrence oligopolistique — se fait à travers l'accès aux fonds de l'État. Non que l'exploitation du travail ne soit plus le nœud du processus de création de la valeur et des richesses, mais c'est sa forme de financement qui déplace l'axe de la compétition intra-bourgeoise du marché vers l'État. Dans ce processus, il y a aussi une désolidarisation par rapport au destin commun; c'est seulement à l'occasion des graves crises que cette solidarité réapparaît, bien qu'affaiblie. Du point de vue des rapports avec les classes dominécs, principalement avec la classe ouvrière, la lutte de classes change aussi de lieu.

Le processus de constitution de la société de masses s'effectue cependant dans la production, et non pas dans la consommation comme l'ont affirmé à tort la théorie sociologique et sa sœur jumelle, la science politique. La société de masse ne pourrait être un simple produit des technologies de masse, si les relations à l'intérieur des classes, entre classes, et des classes avec l'État n'avaient pas auparavant souffert un changement radical. La société de masse se réalise moins dans la consommation que font les classes, que dans le processus de consommation de ces classes, qui est un processus de négation de la reconnaissance réciproque des classes, processus dont l'origine se trouve dans le déplacement de la lutte des classes du niveau des rapports de production stricto sensu pour le niveau des rapports sociaux constitutifs de l'État. Soit un contexte de plein emploi dans les pays capitalistes développés; la lutte de classes, qui est ce processus de reconnaissance, se déplace vers la politique économique d'inspiration keynésienne : la revendication de toutes les classes est le maintien du plein emploi. Dans ce consensus, se diluent les frontières des intérêts particuliers et apparaît une «revendication générale» sous des formes corporatistes. Ce n'est pas une «volonté générale» d'ordre rousseauiste, la somme algébrique d'intérêts contradictoires, mais un «intérêt général» qui est déjà présupposé, une dialectique de la sociabilité qui va du général au particulier, en sens inverse de la formule de Rousseau.

Dans les cas d'économies et de sociétés telles celle du Brésil et de Bahia, on est loin d'avoir une revendication formelle (de plein emploi) de type keynésien : mais la présence de l'État à l'intérieur du processus de reproduction élargie du capital a déjà produit quelque chose de semblable par rapport à la reconnaissance réciproque des classes : une homogénéisation et non non-différenciation au plan des rapports de classes qui part du fait que la politique économique globale de l'État jugule les différences des intérêts particuliers. Si pendant le boom économique, ce processus était caché par les satisfactions données à des intérêts opposés (accumulation du capital pour les entreprises, création d'emplois pour les travailleurs), on s'aperçoit dans la crise, de l'incapacité de chaque classe, ou de n'importe lesquelles de leurs fractions, à imposer un modèle hégémonique. On en arrive à une reproduction sans représentation des intérêts contradictoires, qui est

finalement une reconstitution globale sans spécificités particulières. Ce qui est caché, c'est la violence sans représentation, forme différente de la violence de la représentation, qui en plus, au Brésil, à Bahia et à Salvador, n'a jamais réussi à prendre la forme et le contenu des institutions représentatives classiques de l'ordre juridique bourgeois. La violence sans représentation est une forme particulière de l'État keynésien au Brésil. Si rien n'est écrit desde siempre y para siempre pour adopter une belle phrase de Gabriel García Márquez, il est de toute évidence que les formes de représentation propres à «l'âge d'or» du capitalisme concurrentiel sont inadéquates pour exprimer les nouvelles contradictions sociales et politiques du capitalisme contemporain. Lorsqu'on continue à les privilégier d'une manière exclusive on n'aura que des «idées déplacées», que des « personnages en quête d'auteur », des représentations sartriennes « à huis-clos ». Tout le problème politique contemporain réside dans la capacité de dépasser ces murs de fausse représentation, et cette tâche est d'autant plus urgente au Brésil, à Bahia et à Salvador, que le poids de l'histoire et la subordination à l'échelle internationale de l'économie et de la société dissimulent les rapports de classe. Ces sujets historiques classiques disparaîtront-ils dans la société de masse? Jusqu'à quand? Pour toujours?

Manuscrit accepté par le Comité de Rédaction le 14 octobre 1986

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHUSSER (L.) et BALIBAR (E.), 1968. Lire Le Capital. 2e éd., Maspero, Paris.
- BOURDIEU (P.), 1982. Ce que parler veut dire. Fayard, Paris.
- BRADBY (B.). The Remystification of Value, in: Capital and Class, no 17.
- CAVALCANTI (C.) et DUARTE (R.), 1980. O setor informal em Salvador : dimensões, natureza, significação. SUDENE/FUNDAJ Ministério do Trabalho, Recife/Brasília.
- FARIA (W.), 1976. Occupational, Marginality, Employement and Poverty in Urban Brazil. PhD Dissertation. Harvard University.
- FARIA (W.), 1980. Divisão inter-regional do trabalho e pobreza urbana: o caso de Salvador, in: Souza (G. de) et Faria (W.) (org.) Bahia de todos os pobres. Vozes/CEBRAP, Petrópolis.
- FIBGE, Fundação Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, 1950, 1960 et 1970. Censo demográfico do Brasil. Volumes correspondentes ao Estado da Bahia. Rio de Janeiro.
- FREYRE (G.), 1974. Maîtres et esclaves. Gallimard, Paris.
- GABRIELLI DE AZEVEDO (J. S.), 1975. Industrialização e incentivos fiscais na Bahia: uma tentativa de interpretação histórica. Dissertação de Mestrado em Economia. Universidade Federal da Bahia, Salvador. Roneo.
- GIANOTTI (J. A.), 1983, Trabalho e reflexão. Brasiliense, São Paulo.
- International Bank for Reconstruction and Development, 1973. The Northeast Effort, in: The Economic and Social Development of Brazil. Vol. 4. Washington.
- JELIN (E.), 1980. A baiana na força de trabalho, in: Souza (G. de) et Faria (W.) (org.)
 Bahia de todos os pobres. Vozes/CEBRAP, Petrópolis.
- MARTINS (L.), 1976. Pouvoir et développement économique. Anthropos, Paris.
- MOREIRA (R.), 1979. O Nordeste brasileiro: uma política regional de industrialização. Paz e Terra, Rio de Janeiro.

- OLIVEIRA (F. de) et REICHSTUL (H.-Ph.), 1977. Mudanças na divisão na divisão interregional do trabalho no Brasil, *in*: Oliveira (F. de) A economia da dependência imperfeita. Graal, Rio de Janeiro.
- OLIVEIRA (F. de), 1981 a. Nordeste, anos setenta : as hostes errantes, in : Novos Estudos CEBRAP, ano I, nº 1. Ed. Brasileira de Ciências, São Paulo.
- OLIVEIRA (F. de), 1981 b. A economia brasileira : crítica à razão dualista. 4e éd., Vozes/CEBRAP, Petrópolis.
- OLIVEIRA (F. de), 1981 c. Oligopólios e democracia : clave para uma tarde de sol. CEBRAP mimeo, São Paulo.
- PENNA FILHO (C.), s.d. Livro geral. Ed. São José, Rio de Janeiro.
- PRANDI (J. R.), 1980. Trabalhadores por conta própria em Salvador, in: Souza (G. de) et Faria (W.) (org.) Bahia de todos os pobres. Vozes/CEBRAP, Petrópolis.
- RODRIGUES (L. M.), 1970. Industrialização e atitudes operárias. Brasiliense, São Paulo.
- SINGER (P.), 1976. Demanda por alimentos na área metropolitana de Salvador. Cadernos CEBRAP nº 23. Brasiliense, São Paulo.
- SINGER (P.), 1980. A economia urbana de um ponto de vista estrutural : o caso de Salvador, in : Souza (G. de) et Faria (W.) (org.) Bahia de todos os pobres. Vozes/CEBRAP, Petrópolis.
- SOUZA (G. de), 1980. Urbanização e fluxos migratórios para Salvador, in: Souza (G. de) et Faria (W.) (org.) Bahia de todos os pobres. Vozes/CEBRAP, Petrópolis.
- SOUZA MARTINS (H. T. de), 1979. O Estado e a burocratização do sindicato no Brasil. Hucitec, São Paulo.
- STEEDMAN (I.) et al., 1981. The Value Controversy. NLB, London.
- STEEDMAN (I.), 1979. Value: The Representation of Labour in Capitalism, in: Diane Elson (ed.).
- VIANA (A. R.), 1980. Estratégias de sobrevivência num bairro pobre de Salvador, in : Souza (G. de) et Faria (W.) (org.) Bahia de todos os pobres. Vozes/CEBRAP, Petrópolis.
- WEFFORT (F. de), 1973. Origens do sindicalismo populista no Brasil (a conjuntura do após-guerra), in: Estudos CEBRAP nº 4. Edit. Brasileira de Ciências, São Paulo.

Notes

- (1) Le concept ici employé est emprunté à Althusser, dans le sens d'une détermination de nature supérieure qui encadre les déterminations de la base de la relation de production. Voir L. ALTHUSSER et E. BALIBAR, 1968.
- (2) La dialectique de l'ontologie du social, repérant le problème de la position/différenciation et celui de l'équivalence/identité a été étudié au Brésil par J. A. GIANOTTI, 1983.
- (3) J. A. GIANOTTI, dans «Formas da sociabilidade capitalista» développe une théorisation sur la péréquation discontinue des taux de profit et son rapport avec les fonds publics, ce qui est au centre de la question du dépassement des systèmes de représentation de classes fondés antérieurement sur la forme concurrentielle du capitalisme. Francisco de OLIVEIRA, dans «Oligopólios e democracia: clave para uma tarde de sol» développe ce thème en l'explicitant dans le champ de la politique.
- (4) Barbara BRADBY, The Remystification of Value, in : Capital and Class nº 17, propose une discussion intéressante à propos de cette question.
- (5) Démarche qui s'appuie évidemment sur Marx, mais qui réfute la téléologie stalinienne des stades historiques linéaires. Et qui s'éloigne, aussi, du structuralisme marxiste althussérien.
- (6) Il n'a pas été possible d'entreprendre des recherches à propos de la détermination de la couleur par rapport au marché du travail : le recensement de 1960 a éliminé la couleur en ce qui concerne les différences d'activité et le recensement de 1970 a éliminé définitivement la couleur dans les items du questionnaire. Dans le Brasil Grande des années soixante-dix, l'idéologie autoritaire «a éliminé par décret» les différences de couleur entre les Brésiliens. Ce ne sera qu'en 1980 que l'item couleur réapparaîtra, mais on ne dispose pas encore des résultats par États.